



Cahier des clauses administratives particulières

N°2025-B du 16/01/2025

Prestations de dépoussiérage des collections courantes de monographies et de périodiques en libre accès à la Bpi

Le présent CCAP comporte 20 pages, numérotées de 1 à 20



Tableau récapitulatif des articles du CCAP

Article 1 :	Objet de l'accord-cadre
Article 2 :	Procédure de passation / Forme des notifications et informations des parties
Article 3 :	Représentation des parties
Article 4 :	Modalités d'exécution des prestations
Article 5 :	Marchés de prestations similaires
Article 6 :	Prix
Article 7 :	Modalités de règlement
Article 8 :	Pénalités
Article 9 :	Retenue de garantie
Article 10 :	Nantissement et cession
Article 11 :	Résiliation du marché
Article 12 :	Claude de réexamen / Avenant
Article 13 :	Litiges
Article 14 :	Dérogations au CCAG



ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet le dépoussiérage des collections en libre accès (monographies et périodiques reliés) de la Bibliothèque publique d'information, ainsi que de leurs rayonnages. Les collections sont composées uniquement de livres publiés à partir du XXe siècle, et ne comportent pas de documents à valeur patrimoniale.

1.2 Allotissement

Le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement. Son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes, les prestations fournies en exécution du présent accord-cadre formant un ensemble indissociable.

1.3 Forme de l'accord-cadre

Le présent contrat constitue un accord-cadre mono-attributaire au sens de l'article L2125-1 du code de la commande publique. Il donne lieu à la passation de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

1.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est responsable de la définition et de la coordination des moyens mis en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques, des processus de réalisation et de la bonne fin des prestations.

ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION / FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS DES PARTIES

2.1 Procédure de passation

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert en application des articles R2161-2 et suivants du code de la commande publique, ainsi que de toutes les dispositions dudit code relatives à l'appel d'offres ouvert, s'agissant d'une prestation correspondant au code CPV 90910000-9 Services de nettoyage.

Il ne peut y avoir de négociation avec les soumissionnaires. Il est seulement possible à la Bpi de leur demander de préciser la teneur de leur offre.

La présente procédure est soumise aux dispositions applicables des articles R2132-7 et suivants du code de la commande publique portant sur le support des communications et échanges d'informations.

2.2 Forme des notifications et informations

Par dérogation à l'article 3.1.1 du CCAG, la notification au titulaire des décisions, observations, ou informations de l'acheteur qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur (Place) ou à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur(Place) ou à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation, dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou d'envoi à l'adresse électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché, à l'issue de ce délai.



Les parties déclarent que le courriel et les échanges d'informations électroniques auront la même valeur que l'écrit dans leurs relations contractuelles, soit par courriel à l'adresse indiquée par le titulaire, soit au moyen d'un échange d'informations électronique via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE), ou tout autre profil d'acheteur utilisé par la Bpi.

Sauf preuve contraire, les dates et heures d'émission et de réception des courriels figurant sur les équipements informatiques de la Bpi feront foi entre les parties. En cas de changement d'adresse de messagerie, le titulaire doit en informer le représentant de l'acheteur. La Bpi est soumise à la même obligation en cas de changement de son profil acheteur.

A titre subsidiaire, l'acheteur a également la faculté de procéder à des notifications par courrier simple ou courrier recommandé avec accusé réception ou remise sur place contre récépissé.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

2.3 Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, Les documents contractuels le régissant sont par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement et son annexe financière étant entendu que seuls les prix unitaires ont un caractère contractuel,
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services,
- le mémoire technique.

En cas de contradiction ou de différence entre ces divers documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, la seule offre financière contractuellement valide est celle remplie par le candidat dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement. Aucune valeur contractuelle ne sera reconnue à tout autre document à caractère financier figurant dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 3 : REPRESENTATION DES PARTIES

3.1 Représentation de l'acheteur

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG, la directrice de la Bpi, représentante de l'acheteur est habilitée à émettre toutes les décisions au titre du présent accord-cadre. Ses coordonnées sont indiquées dans l'acte d'engagement.

En vertu des délégations qu'elle a consenties, elle a délégué sa signature à la directrice adjointe et à la secrétaire générale de la Bpi.

Les personnes habilitées à suivre et à contrôler l'exécution des prestations réalisées en exécution de l'accord-cadre sont les suivantes :

- Mme Anne-Françoise BLOT (tel 01.44.78.45.41 [/anne-francoise.blot@bpi.fr](mailto:anne-francoise.blot@bpi.fr)) en qualité de directrice du département *Collections et médiations*.

3.2 Représentant du titulaire

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG, dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du représentant de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.



D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant de l'acheteur, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'acheteur les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et pouvant influencer sur son déroulement.

Le titulaire doit également notifier sans délai les jugements de redressement ou liquidation judiciaire, toute procédure de sauvegarde, de déclaration de cessation de paiement, d'ouverture d'une procédure collective ou toute mesure d'interdiction de concourir à un marché public prise à son encontre, ainsi que tout jugement ou toute décision administrative ayant une incidence sur l'exécution de l'accord-cadre.

3.3 Correspondant responsable des prestations désigné par le titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG, concernant le référent ou la référente responsables des prestations désignés nominativement par le titulaire, eu égard à leur importance pour la bonne exécution de l'accord-cadre, le délai pour proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes est fixé à cinq jours ouvrés (du lundi au vendredi) et le délai fixé à l'acheteur pour récuser de manière motivée le remplaçant proposé par le titulaire est également de cinq jours ouvrés. Dans cette hypothèse le titulaire dispose de quatre jours ouvrés pour proposer un autre remplaçant.

3.4 Cotraitance

Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG.

En cas de groupement conjoint, la Bpi exige que le mandataire soit solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement, si l'une quelconque des entreprises composant le groupement ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent, elle est dite "défaillante". Si l'une des entreprises autre que le mandataire est défaillante, la Bpi la mettra en demeure de satisfaire à ses obligations, dans un délai qu'elle précise. Cette mise en demeure produit de plein droit effet à l'égard du mandataire, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse. Le mandataire dispose d'un délai de 8 jours civils à compter du délai imparti à l'entreprise défaillante pour se substituer à elle si la mise en demeure est restée sans effet.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours civils à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

3.5 Sous-traitance

Il est fait application de l'article 3.6 du CCAG.

Étant rappelé que la sous-traitance intégrale est interdite, en cas de sous-traitance, l'acheteur exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées directement par le titulaire : référent, encadrement des agents de nettoyage.

Le titulaire doit alors indiquer clairement dans le formulaire de sous-traitance (DC4) les activités sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.



Déclaration de sous-traitance avant notification de l'accord-cadre

La signature de l'accord-cadre vaut acceptation des sous-traitants déclarés avant notification de celui-ci et agrément de leurs conditions de paiement.

Le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) est disponible à la rubrique consacrée aux marchés publics du site web du Minefi.

Déclaration de sous-traitance après notification de l'accord-cadre

Si un sous-traitant est introduit en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire a l'obligation de le déclarer, d'établir une demande d'acceptation et d'agrément de ses conditions de paiement. Les demandes d'acceptation de sous-traitants doivent être notifiées conformément à l'article 2.2 du CCAP.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>,

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

Par dérogation au CCAG, à défaut d'avoir produit le contrat de sous-traitance, le titulaire encourt une pénalité journalière de **50,00** EUR HT par jour de retard, après une mise en demeure infructueuse après un délai de 15 jours francs.

Le titulaire a recours à la sous-traitance sous sa responsabilité et demeure personnellement responsable de l'exécution devant l'acheteur de toutes les obligations fixées dans l'accord-cadre. Il répond notamment des fautes ou malfaçons commises par son sous-traitant.

Le titulaire reste intégralement tenu envers son sous-traitant qui n'aurait pas été agréé et il doit s'acquitter de ses obligations contractuelles, notamment financières à son égard.

Toute modification dans la répartition des prestations entre titulaire et sous-traitant doit faire l'objet d'un acte spécial modificatif.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées conformément aux stipulations fixées au CCTP. Les stipulations fixées ci-après, à caractère complémentaire ne se substituent pas audit CCTP.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des résultats attendus par l'acheteur, en avoir apprécié la nature et l'importance et être parfaitement capable de les satisfaire.

4.1 Assurances / Confidentialité/ Données personnelles

Obligation d'assurance ;

Le titulaire doit contracter les assurances auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.



Le titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que la Bpi puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du titulaire.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur, et ce dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Obligation de confidentialité :

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre pour faute du titulaire.

Il est précisé que cette obligation de confidentialité ne fait pas obstacle à la mention par le titulaire de la réalisation de sa prestation pour le compte de la Bpi dans ses documents commerciaux ou sa communication.

Obligation de respect de la réglementation des données personnelles :

Le titulaire garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre. Le titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter des données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel. Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité appropriées pour garantir la confidentialité, l'intégrité des données personnelles confiées. Au terme du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel qui lui ont été confiées par la Bpi, à n'en conserver aucune copie et à aviser la Bpi de leur destruction.

Le respect par le titulaire de l'ensemble des mesures imposées par la réglementation protégeant les données personnelles, notamment au regard de l'accessibilité de la confidentialité, du droit de rectification, d'opposition, d'effacement, de portabilité et de sauvegarde des données personnelles est une des conditions essentielles ayant conduit à la conclusion du présent accord-cadre. La Bpi fait du respect desdites mesures une condition essentielle du maintien de l'accord-cadre, que le titulaire s'engage à respecter.

Avant leur mise en œuvre, le titulaire s'engage à signaler à la Bpi les prestations objet du présent accord-cadre qui génèrent la collecte, le traitement ou la communication de données à caractère personnel.



En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est fait application de l'article 5.2.2 du CCAG. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour l'accord-cadre.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute en application de l'article 11.

4.2 Connaissance des lieux /Accès aux locaux

Le titulaire est réputé avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution de ses prestations, quant à la disposition des lieux et aux conditions d'accès.

L'application du plan Vigipirate en vigueur dans les locaux de l'acheteur, à savoir le bâtiment Lumière génère des contraintes particulières d'accès et de surveillance.

Le titulaire, sans supplément de prix s'engage à respecter et à faire respecter par son personnel, celui de ses sous-traitants et fournisseurs les directives qui lui seront communiquées par la Bpi ou les gestionnaires du bâtiment Lumière.

4.3 Personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des compétences, du savoir-faire et de l'expérience des personnes désignées par le titulaire pour en assurer la conduite.

Le titulaire est responsable du personnel qu'il a désigné pour la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre. Si pour une raison indépendante de leur volonté, tout ou partie du personnel désigné par le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et pourvoit à leur remplacement afin que l'exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

Pour toute prestation, le titulaire s'engage à procéder au remplacement d'une personne absente dans les plus brefs délais par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement désignée par ses soins.

Si le titulaire a désigné nominativement ces personnels dans son offre, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG, le délai pour proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes est fixé à cinq jours ouvrés (du lundi au vendredi) et le délai fixé à l'acheteur pour récuser le remplaçant proposé par le titulaire est également de cinq jours ouvrés. Dans cette hypothèse le titulaire dispose de cinq jours ouvrés pour proposer un autre remplaçant.

En aucun cas le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du prix indiqué dans l'accord-cadre.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations en justifiant sa décision.

En cas de faute professionnelle, d'agissement susceptible de constituer une infraction (agression, harcèlement moral ou sexuel, vol ou tentative de vol, dégradation volontaire notamment) ou de manquement sérieux aux dispositions du règlement intérieur de la Bpi ou du Bâtiment Lumière applicables aux visiteurs ou aux personnels des fournisseurs de ces entités, l'acheteur peut exiger le départ immédiat du personnel concerné.

De même, le titulaire avertit sans délai la Bpi de tout agissement ou comportement des agents de l'acheteur envers les salariés du titulaire qui serait inadapté ou susceptible de porter atteinte à la bonne exécution des prestations.

Le personnel du titulaire demeure à tous égards le salarié de ce dernier (législation du travail, sécurité au travail, congés payés, déplacements, emploi de travailleurs étrangers, etc.) et placé sous sa responsabilité hiérarchique.



Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre la Bpi en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses salariés.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de la Bpi et pour les tiers.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

4.4 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Il est fait application de l'article 6.1 du CCAG.

Les huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), ratifiées par la France, sont: la convention sur le travail forcé (C29, 1930); la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948); la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949); la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951); la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957); la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958); la convention sur l'âge minimum (C138, 1973); la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le titulaire décrit dans le document exposant sa politique RSE (responsabilité sociale des entreprises) les modalités d'application de ses conventions dans son entreprise. Il communique ce document à la Bpi à première demande de celle-ci.

Travailleurs détachés et/ou étrangers

Les salariés détachés, définis à l'article L. 1261-3 du code du travail, exerçant une activité professionnelle temporaire en France sont soumis aux dispositions de l'article L. 1262-4 du code du travail ainsi qu'à celles du second alinéa de l'article L. 512-1 du code de la sécurité sociale.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Travailleurs d'aptitude restreinte

La proportion maximale des travailleurs d'aptitude restreinte et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du contrat seront conformes à la réglementation en vigueur.

Liste nominative du personnel

Le titulaire devra fournir à la Bpi la liste nominative du personnel. Cette liste sera tenue à jour. Il devra fournir en outre les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer susceptibles d'être exigés pour la circulation du personnel dans le bâtiment Lumière.



Port du badge

Tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise ainsi que le badge d'accès qui matérialise l'obtention du laissez-passer. L'accès au bâtiment est refusé à toute personne démunie de son badge. En cas de perte, l'agent concerné doit avertir sans délai la Bpi.

Hygiène et sécurité

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène et de sécurité, ainsi que des conditions de travail.

A ce titre, il devra observer les dispositions particulières de sécurité liées à la nature des opérations. Ces dispositions sont réputées avoir été prises en comptes pour l'établissement de tous les prix. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune prolongation dans les délais, ni à aucune indemnité à ce titre.

Plan de prévention

Le titulaire exercera sa mission en coactivité avec d'autres entreprises, notamment celles effectuant les travaux de finition d'aménagement des locaux et de signalétique.

L'entreprise utilisatrice se définit comme l'entreprise utilisant les services d'une entreprise extérieure.

Dans le cas présent, la Bpi représente l'entreprise utilisatrice, et le titulaire de l'accord-cadre ainsi que ses éventuels sous-traitants représentent les entreprises extérieures.

Dès lors que des entreprises extérieures interviennent la Bpi, établit conformément aux articles R 452-6, R452-7 et suivants du code du travail un plan de prévention afin d'encadrer les activités. Le plan de prévention est élaboré avec la collaboration active du titulaire.

Au-delà de 400 heures de travail, toutes entreprises extérieures confondues, ou si des prestations réalisées entrent dans la liste des travaux dangereux définie par l'arrêté du 19 mars 1993, la réalisation d'un plan de prévention écrit est obligatoire (exemples : travaux en hauteur de plus de 3m, distribution électrique, utilisation de produits classés dangereux, ...). A défaut, seule une inspection commune préalable est réalisée à l'arrivée des prestataires sur site.

L'inspection commune préalable est une réunion entre les représentants des entreprises extérieures intervenantes et le commanditaire de l'opération à la Bpi. Elle est suivie d'une visite des espaces d'intervention.

En règle générale et sous réserve de faisabilité calendaire, l'inspection commune se déroule environ dix jours avant le démarrage de la prestation, si la rédaction d'un plan de prévention a été jugée nécessaire.

A l'occasion de cette réunion, chaque représentant d'entreprise extérieure est invité à exposer la nature de ses interventions, ses méthodologies de travail et les mesures de prévention mises en œuvre. L'objectif est d'analyser les risques de coactivité dus à l'intervention de plusieurs entreprises dans un même espace de travail ou les interactions avec les équipements du bâtiment, d'exposer les spécificités propres à l'établissement et de définir les mesures de prévention qui seront à respecter pendant l'intervention au bâtiment lumière.

Selon les échéances calendaires en jeu, quinze jours au plus tard avant la date de l'inspection commune, soit trois semaines environ avant le démarrage des interventions, l'ensemble des entreprises extérieures intervenantes doit remettre à la Bpi une fiche entreprise extérieure renseignée et accompagnée des justificatifs adaptés à l'intervention.

La Bpi se réserve la possibilité de demander aux entreprises extérieures de communiquer des documents complémentaires lors des réunions techniques ou visites d'inspection commune en fonction de la nature des prestations réalisées.

Le plan de prévention ou le compte rendu de l'inspection commune comprend au moins les dispositions suivantes :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à effectuer ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- les instructions à donner aux salariés ;



— l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice.

Infraction au plan de prévention

Des pénalités seront appliquées au titulaire pour non-respect des dispositions fixées dans le plan de prévention ou le compte rendu de l'inspection commune d'un montant de :

- 1 000 € HT par infraction constatée lorsque la violation met en danger la vie du salarié ou d'autrui,
- 500,00 € HT par infraction constatée pour tous les autres cas y compris pour non production de documents (Fiche de donnée de sécurité, fiche technique de produit etc...).

4.5 Suspension de l'exécution de l'accord-cadre

Dans l'hypothèse d'une fermeture de tout ou partie des locaux du Bâtiment Lumière ou de la Bpi, ainsi que pour toute cause indépendante de la volonté de celle-ci, notamment pour cause de grève du personnel de la Bpi, du Centre Pompidou ou de ses fournisseurs, catastrophe naturelle, inondation, menace grave d'attentat, mouvement social exceptionnel, fermeture administrative décidée par les pouvoirs publics, guerre, la Bpi peut suspendre temporairement l'exécution de l'accord-cadre jusqu'au rétablissement de son fonctionnement normal. Si la fermeture des locaux ou de la Bpi revêt un caractère inopiné, la suspension de l'exécution de l'accord-cadre peut intervenir sans préavis. Dans cette hypothèse, la Bpi accorde au titulaire une prolongation du délai d'exécution le cas échéant.

Au surplus, il est fait application de l'article 24.1 du CCAG.

Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements. A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord-cadre et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG.

4.6 Force majeure

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les obligations contractuelles affectées par cet événement sont suspendues pendant la durée effective de l'empêchement.

On entend par force majeure, pour l'exécution du présent contrat, tout acte ou événement imprévisible, irrésistible, hors du contrôle des parties et qui rend l'exécution du contrat pratiquement impossible, tel que catastrophe naturelle, incendie, explosion, guerre, insurrection, mobilisation, grève générale, tremblement de terre, mais non les actes ou événements qui rendraient seulement l'exécution d'une obligation plus difficile ou plus onéreuse pour son débiteur.

La partie évoquant un événement de force majeure doit le notifier à l'autre partie par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date. Lorsque l'événement revêtant les caractéristiques d'un cas de force majeure prend fin, la partie concernée dispose d'une prolongation du délai d'exécution pour exécuter son obligation. Si le cas de force majeure est de nature définitive, la Bpi prononce la résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent concerné.



4.9 Insertion sociale :

Le présent accord-cadre n'impose pas au titulaire la réalisation d'une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Toutefois, le titulaire est invité à s'engager volontairement dans une action d'insertion dans le cadre du présent accord-cadre et à détailler celle-ci dans son offre.

Cette action est effectuée conformément à l'article 16 du CCAG sauf dérogation signalée au présent article.

L'offre du titulaire précise : le périmètre de l'action à réaliser, les profils de publics éligibles à la clause d'insertion, le volume horaire d'insertion à la charge du titulaire. Il est précisé que la Bpi n'est pas en mesure de communiquer les coordonnées d'un facilitateur.

Les publics éligibles sont définis à l'article 16.1.1.1 du CCAG.

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG s'il s'engage dans une action d'insertion, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés dans son offre. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution de l'accord-cadre. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès de l'acheteur la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Celle-ci doit être définie dans l'offre du titulaire.

Le titulaire transmet à l'acheteur, tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale. Ces informations, ainsi que la fréquence de leur transmission, sont précisées dans l'offre du titulaire. Les renseignements utiles communiqués par le titulaire sont notamment : date d'embauche, type de contrat, poste occupé, justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, attestation trimestrielle d'heures d'insertion.

La réunion de lancement comprendra dans son ordre du jour la mise au point de l'action d'insertion organisée éventuellement par le titulaire.

Les pénalités forfaitaires pour non-respect de la clause d'insertion sociale après mise en demeure restée infructueuse sont fixées comme suit :

- Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale, 50,00 €,
- Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle (notamment justificatifs d'éligibilité des publics et justificatifs des missions confiées et heures réalisées), pour chaque manquement, 50,00 €.

4.10 Clause diversité et égalité

Le ministère de la Culture, autorité de tutelle de la Bibliothèque publique d'information, ayant obtenu le double label « Diversité » et « Egalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Il s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le ministère s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.



Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir le questionnaire élaboré par le ministère et fourni dans le dossier de consultation.

Le questionnaire renseigné est transmis à l'acheteur dans les quinze jours suivant la date de notification du marché au titulaire.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, ou un mois avant l'échéance de l'accord-cadre. Le représentant de l'acheteur compare la situation décrite à celle présentée initialement.

Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant de l'acheteur qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation par le titulaire.

4.11 : Clause environnementale :

Le titulaire décrit dans son mémoire technique les mesures prises par ses soins pour respecter les obligations environnementales sur lesquelles il s'engage pour l'exécution du marché au long du cycle de vie des prestations ou fournitures objet du marché, étant rappelé que le cycle de vie est défini à l'article L. 2112-3 du code de la commande publique comme « *l'ensemble des étapes successives ou interdépendantes, y compris la recherche et le développement à réaliser, la production, la commercialisation et ses conditions, le transport, l'utilisation et la maintenance, tout au long de la vie du produit, de l'ouvrage ou du service, depuis l'acquisition des matières premières ou la production des ressources jusqu'à l'élimination, la remise en état et la fin de l'utilisation du produit, de l'ouvrage ou la fin du service* ».

Conformément à l'article 16.2.3 du CCAG, en cas de non-respect des obligations prévues au présent article, et des mesures énoncées dans son mémoire technique, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, constaté, après mise en demeure restée infructueuse avec un délai de quinze jours, une pénalité de 100 €.

4.12 Prestations supplémentaires ou modificatives :

Il est fait application des dispositions de l'article 23 du CCAG.

4.13 Modalités d'émission et d'exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

La signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commandes sont émis en fonction des besoins de la Bpi par chantier, selon la définition et les modalités détaillées au CCTP. Chaque bon de commande émis par l'acheteur comportera :

- les noms et adresse du titulaire,
- le numéro du présent accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,
- la désignation des prestations commandées,
- le montant total du bon de commande (HT, TVA et TTC),
- le lieu de livraison ou d'exécution,
- le délai de livraison ou d'exécution
- l'adresse de facturation,

Conformément à l'article 3.7.2 du CCAG, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement qui a seule compétence pour formuler des observations à l'acheteur.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.



Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Modification de l'exécution des bons de commande

La planification des chantiers de dépoussiérage peut être modifiée unilatéralement par la Bpi en fonction notamment des impératifs de la bonne fin des finitions des travaux d'aménagement des locaux de la Bpi dans le bâtiment lumière, du montage des rayonnages ou de l'emménagement des collections, ou bien encore des nécessités de l'ouverture au public en cours d'exécution d'un bon de commande. Cette modification du bon de commande s'effectuera par un ordre de service de la Bpi, conformément à l'article 23 du CCAG.

Interruption de l'exécution des prestations d'un bon de commande

Par ordre de service, la Bpi peut décider l'interruption définitive de tout ou partie des prestations d'un bon de commande.

S'agissant d'une mesure d'exécution du contrat susceptible néanmoins de causer un préjudice au titulaire, la Bpi règle à titre d'indemnité et ce à l'exclusion de toute autre dédommagement une indemnité de 5 % des prestations commandées, non exécutées afférentes au bon de commande concerné. Le décompte de liquidation du bon de commande comportera, sous réserve de la production des justificatifs afférents.

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- le montant des pénalités.

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires,
- la valeur des prestations supplémentaires fournies éventuellement à la demande de la Bpi,
- Les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies à la Bpi, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :
 - le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du bon de commande ;
 - le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution du bon de commande ;
 - les autres frais du titulaire se rapportant directement à l'exécution du bon de commande,
- Les dépenses de personnel dont le titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de l'interruption du bon de commande,
- l'indemnité précitée de 5 % appliqué à la différence entre le montant hors TVA non révisé du bon de commande et le montant hors TVA non révisé des prestations admises.

4.14 Vérification des prestations

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence. Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

ARTICLE 5 : MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans que cela soit une obligation pour elle, la Bpi envisage conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique de passer un ou plusieurs marchés publics négociés sans mise en concurrence auprès du titulaire initial et destinés à la réalisation de prestations de services similaires à celles confiées au titulaire du présent accord-cadre.



ARTICLE 6 : PRIX

6.1 Caractère des prix

Contenu des prix

Les prix sont réputés complets. Sont également comprises toutes les dépenses afférentes à la tenue des réunions préparatoires et de suivi, à la coordination des prestations, à la formation des salariés du titulaire affectés à l'exécution du marché, à leur encadrement, toutes fournitures et main d'œuvre, nécessaires à l'exécution complète des prestations conformément aux règles de l'art ainsi que toute sujétion, aléas et frais accessoires, provisions pour risques et marges bénéficiaires.

Le titulaire certifie que les prix stipulés au présent accord-cadre n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir à l'acheteur, à la demande de celui-ci, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

Prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre ont un caractère unitaire. Les prix des prestations fournies au titre du présent accord-cadre figurent dans le bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Variation des prix

Les prix du présent accord-cadre sont révisables bimestriellement.

Les marchés sont traités à prix révisables selon la formule.

$$P1 = P_0 \times (I / I_0)$$

I_0 : index correspondant à la date d'établissement des prix (soit le mois de la date limite fixée pour la remise de l'offre)

I : dernier index publié et connu à la date d'exécution des prestations

P_0 : prix initial fixé dans l'offre du candidat

$P1$: prix révisé

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

L'index de référence est l'index Nettoyage courant, marché public (0107666785 origine INSEE et disponible au Moniteur).

Si la révision des prix par rapport aux prix initiaux est inférieure à 2 %, le titulaire a la faculté de ne pas appliquer la variation des prix.

6.2 Montants de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum avec un maximum de 160 000,00 € hors taxes.

ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG.

7.1 Avance

Conformément à l'article R2191-16 du code de la commande publique, l'avance est versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € HT. Son taux est fixé à 30%, elle est remboursée par précompte sur les sommes dues à titre de paiement partiel définitif ou de solde du bon de commande concerné. Il débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande. Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Il est achevé au moment du paiement du solde.



7.2 Echancier des paiements

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le règlement opéré au bénéfice du titulaire est effectué sous la forme d'acomptes mensuels, puis de solde à l'admission des prestations de chaque bon de commande.

7.3 Délai de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le défaut de paiement dans le délai susvisé fait courir de plein droit et sans autres formalités des intérêts moratoires au profit du titulaire, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Le titulaire bénéficie dans les mêmes conditions de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Les paiements sont effectués au compte ouvert au nom du titulaire, tel qu'il figure dans le cadre B de l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de la Bpi.

7.4 Etablissement des factures :

Les factures comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier, son numéro Siret,
- la domiciliation bancaire (numéro de compte, réf Iban et code Bic),
- la référence et la date du marché,
- la prestation réalisée,
- le montant hors TVA de la prestation exécutée,
- le prix des prestations accessoires,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations.

7.5. Facturation électronique

Conformément aux articles L 2192-1 et suivants du code de la commande publique, les bénéficiaires d'une commande publique doivent transmettre obligatoirement leurs factures sous forme électronique.

L'émission et la transmission des factures sont effectuées selon les dispositions de l'article D.2192-1 et suivants et de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue au moyen d'une solution mutualisée dénommée « Chorus Pro » dont le fonctionnement est régi par l'arrêté et le décret précités.

La transmission de factures en mode « portail » s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des émetteurs à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour la transmission des factures via ChorusPro, le titulaire utilisera l'identifiant Bpi 18004309300038 – Service 703 Maintenance des collections.



7.6 Demandes de paiement des sous-traitants ayant droit au paiement direct (> 600 € ttc)

Conformément aux articles 2193-10 et suivants du code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur, au titulaire du présent accord-cadre, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

S'il ne recourt pas à la facturation électronique, le sous-traitant adresse ensuite sa demande de paiement à l'acheteur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur ou la personne désignée par lui dans l'accord-cadre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

L'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article R2192-10 du code de la commande publique. Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours susmentionné si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal indiquant que le pli n'a pas été réclamé ou refusé.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Les factures des sous-traitants font apparaître :

- outre les mentions légales, les indications suivantes :
- la domiciliation bancaire (numéro de compte, IBAN et BIC),
- le référence et la date de l'accord-cadre,
- le numéro et la date du bon de commande le cas échéant,
- le numéro du marché subséquent le cas échéant,
- le montant hors TVA de la prestation exécutée,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations,
- la date d'émission de la facture,
- l'identification du sous-traitant (raison sociale, adresse, n° SIRET),
- l'objet des prestations sous-traitées et leur période de réalisation (avec précision du poste et/ou du bon de commande concerné).

7.7. Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;

Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;



Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire. En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

ARTICLE 8 : PENALITES

8.1 Pénalités de retard

Il est fait application de l'article 14.1 du CCAG.

8.2 Lutte contre le travail dissimulé

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, un agent de contrôle signale à l'acheteur que le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées à l'article L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, l'acheteur doit adresser une mise en demeure au titulaire par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à l'acheteur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, l'accord-cadre peut être résilié pour faute sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 9 : RETENUE DE GARANTIE

Le présent accord-cadre ne prévoit pas de retenue de garantie.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT ET CESSION

Le titulaire est admis au bénéfice du nantissement et de la cession. Le certificat de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créances sera délivré sans frais par la directrice de la Bpi.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique est la directrice de la Bpi.

ARTICLE 11 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le chapitre 7 du CCAG est applicable. La Bpi peut résilier tout ou partie du marché.

11.1 Difficultés d'exécution du marché

Il est précisé que lorsque dans les conditions de l'article 40.1 du CCAG, l'acheteur résilie tout ou partie de l'accord-cadre au motif de difficultés techniques particulières d'exécution ou en raison d'un événement ayant le caractère de force majeure, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

11.2 Résiliation pour faute

La Bpi peut résilier tout ou partie de l'accord-cadre, sans que le titulaire ne puisse prétendre au versement d'indemnités en cas de défaut d'exécution de l'accord-cadre caractérisé notamment par l'inexécution par ce dernier de ses obligations.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, m et n du 41.1 du CCAG, cette résiliation ne peut intervenir qu'après l'émission d'une mise en demeure, avec un délai d'exécution précisé par l'acheteur, puis restée infructueuse et dans laquelle celui-ci informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.



Il est précisé que dans l'hypothèse où la Bpi devrait prononcer le rejet des prestations du titulaire, celui-ci pourra encourir au choix de l'acheteur, après mise en demeure, la résiliation totale ou partielle de l'accord-cadre pour faute.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'omission des déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou si le titulaire n'a pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles ou refusé de produire les pièces prévues aux articles R 324-4 ou R 324-7 du code du travail, l'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire.

Toutefois, si le titulaire est exclu de la procédure de passation des marchés publics en application des articles L2141-1 à L 2141-5 du code de la commande publique, la décision de résiliation intervient sans mise en demeure après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision. En cas de résiliation pour faute, les conséquences pécuniaires de celle-ci, en particulier dans l'hypothèse d'une exécution des prestations prévues par l'accord-cadre par un tiers aux frais et risques du titulaire, sont à la charge de celui-ci. La décision de résiliation mentionne le cas échéant le choix de la Bpi de recourir à une exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

Dans les cas prévus à l'article 45.1 du CCAG, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire. La mise en œuvre de l'exécution des prestations aux frais et risques est effectuée conformément aux stipulations de l'article 45 du CCAG.

ARTICLE 12 : CLAUSE DE REEXAMEN / AVENANT

En tant que de besoin, chacune des parties peut demander le réexamen des conditions du contrat par tout moyen à l'autre partie. Le réexamen peut porter en particulier sur une modification des prestations pour adapter la prestation aux besoins de la Bpi, ou l'ajout de prestations non prévues au marché et connexes aux prestations objet du présent accord-cadre. En cas d'accord des parties, celles-ci fixeront ses modalités par voie d'avenant.

Le réexamen peut porter également sur le changement de titulaire en cas notamment de fusion, cession, absorption du cocontractant de l'acheteur ; en cas de groupement sur l'ajout d'un cotraitant suite à la défaillance d'un membre du groupement.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix de l'accord-cadre.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées dans l'avenant conclu en application du présent article.

ARTICLE 13 : LITIGES

Le présent marché est soumis aux lois et règlements français, à l'exception des règles de conflit de loi qui pourraient avoir pour effet de renvoyer, pour la résolution matérielle du litige, à une autre législation.

Pour toute contestation survenant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat et qui ne pourrait être réglée à l'amiable, sans préjudice de la faculté de la Bpi d'émettre un titre exécutoire, attribution est faite à la juridiction administrative territorialement compétente.



ARTICLE 14 : DEROGATIONS AU CCAG

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG à l'article 2.3 du CCAP,
Dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG à l'article 3.3.3 du CCAP,
Dérogation à l'article 40.1 du CCAG à l'article 4 du CCAP,
Dérogation à l'article 14.1 du CCAG à l'article 4.1 du CCAP,
Dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG à l'article 4.5 du CCAP,